



### résolument pour l'emploi public

**Le 31 janvier 2013**

#### **Toutes et tous en grève et dans la rue !**

Après plus de 150 000 emplois perdus en cinq ans sous l'ère de la RGPP, malgré les annonces de créations d'emplois dans trois secteurs jugés prioritaires (éducation, police, justice), la spirale infernale des suppressions d'emplois se poursuit. C'est insupportable !

**Solidaires Fonction Publique n'accepte pas cette orientation néfaste pour les services publics, pour les agents, pour les citoyens.**

Pour 2013, 7 234 postes supprimés à la Défense, 2 353 postes supprimés dans les ministères financiers, 662 à l'Égalité des territoires, 614 à l'Écologie, 614 à l'Intérieur (hors police et gendarmerie) et 280 à l'Agriculture.

Mais ce n'est pas tout, les opérateurs publics verront aussi leurs effectifs diminuer à hauteur de 1 303 postes en équivalent temps plein.

Bien sûr, certains ministères verront une augmentation de leurs effectifs : 10 000 dans l'Éducation nationale, 480 pour la Police et la Gendarmerie et 520 pour la Justice.

La « justice » du gouvernement, est elle de déshabiller Pierre pour habiller Paul ?

Le gouvernement a fait le choix de faire voter le pacte budgétaire européen, sans consultation populaire, sans débat public. Il a décidé de faire 60 milliards d'économies sur les dépenses publiques d'ici cinq ans et il revoit à la baisse ses ambitions dans son projet de loi de finances.

En agissant de la sorte, il condamne la France, ses salariés, ses fonctionnaires et tous les citoyens à une cure d'austérité quasi permanente.

Au moment où plus de quatre millions de femmes et d'hommes sont au chômage, que près de neuf millions de nos concitoyennes vivent en dessous du seuil de pauvreté, cette politique est une provocation.

**Pertes d'emplois, gel des salaires, réduction des dépenses publiques, jour de carence, cela fait trop d'années que nous sommes victimes de ces régressions sociales.**

**Solidaires Fonction Publique** condamne cette orientation qui va à l'encontre des intérêts des agents publics, des services publics et des usagers.



**Solidaires Fonction Publique appelle les agents des trois versants de la Fonction Publique à se mobiliser et à se mettre en grève le 31 janvier pour peser sur l'ouverture des négociations qui débiteront le 7 février prochain.**

**C'est tous ensemble, déterminés, que nous pourrons influencer sur les orientations du gouvernement.**

## Moins d'emplois qu'ils disent !

Bonjour les dégâts ! Missions fragilisées, missions abandonnées, souffrance morale, souffrance au travail, quel gâchis !

Quelques exemples pris au hasard des services de la Fonction publique :

**Aux douanes** : 1 900 emplois en moins depuis 2007 !

C'est la fragilisation du maillage territorial, c'est la fragilisation des services de surveillance, c'est la capacité d'intervention des douaniers qui est remise en cause. Ce ne sont pas les opérations coups de poings « médiatisées » qui cachent la triste réalité d'un service public en souffrance

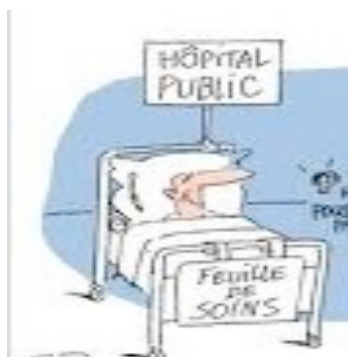
**Dans les DDI**, aux services vétérinaires, c'est le contrôle des abattoirs qui est sur la sellette, faute de moyens en personnel. Ces missions sont désormais réalisées par des préposés sanitaires en CDD sans formation et dans des conditions plus que précaires. Les contrôles des restaurants collectifs sont eux aussi concernés. **Quelle sécurité pour les utilisateurs consommateurs que nous sommes ?**



**Dans les hôpitaux c'est la cata !** Jugez en à Saint Sébastien sur Loire : en raison des budgets insuffisants, les effectifs sont trop bas pour cet établissement qui accueille des personnes âgées malades dont plusieurs en fin de vie. Ainsi la qualité des soins ne peut plus être assurée et les agents de ce centre de soins ont du faire huit jours de grève pour que l'administration daigne ouvrir des négociations et accepter une augmentation des personnels (25% des postes demandés).

**A l'ONF** : 711 suppressions depuis 2007, c'est plus de 10% de l'effectif global perdu en 5 ans. 600 suppressions sont d'ores et déjà programmées pour la période 2012 - 2016 ! Des missions supprimées telles la surveillance des forêts, des coupes, du public. La mission de suivi de la biodiversité est mise à mal. Les charges de travail induisent des objectifs inatteignables et les personnels sont contraints de fixer eux mêmes leurs priorités. **Cette souffrance « éthique » vient se greffer à la souffrance au travail liée aux conditions de travail dégradées.**

**Au ministère du travail** : 2012 et 2013, ce sont 275 emplois en moins ! Après l'intégration des agents des finances dans les Direccte et des inspecteurs des transports qui de 2008 à 2011 masquaient la baisse effective des emplois au ministère, c'est la descente, source de missions en souffrance et de conditions de travail devenues intolérables. L'inspection du travail n'est plus en capacité d'assurer son mandat. **C'est faire la part belle au patronat irrespectueux du droit du travail.**



**Et dans les collectivités ?** Cela ne va pas mieux ! Un exemple parmi tant d'autres : à Angers, les bibliothèques de la ville ont connu en 2012 un surcroît de charges de 15% en service de prêts. La mise en place de la nouvelle 'cart'atout' a généré une augmentation des charges considérable bien sûr non accompagnée d'emploi supplémentaire. C'est encore par la grève que les agents excédés se sont exprimés face au silence de l'administration.

**Aux Finances publiques** : plus de 20 000 postes supprimés depuis cinq ans et encore plus de 2000 en 2013 ! Mais jusqu'où iront ils ?

**Là aussi, missions détériorées, maillage territorial endommagé, injustice fiscale renforcée, souffrance au travail décuplée.**

**Le 31 janvier 2013, nous serons toutes et tous en grève !!!**